

PROPOSITION DE RÉOLUTION : Visant à mettre fin à l’anonymat en ligne et à instaurer un contrôle effectif de l’âge pour l’accès aux réseaux sociaux.

La résolution proposée part du raisonnement suivant : on ne peut pas sanctionner parce qu’on ne peut pas identifier, donc il faut identifier.

La proposition de résolution s’inscrit dans un constat largement connu et partagé : l’espace numérique est aujourd’hui, plus que jamais, un lieu central de la vie démocratique, sociale et relationnelle. Les objectifs poursuivis par la proposition, à savoir la lutte contre l’impunité en ligne, la protection renforcée des mineurs ainsi que la restauration du lien entre liberté d’expression et responsabilité reposent sur des arguments solides et légitimes.

Il est néanmoins important de souligner que ces enjeux s’inscrivent dans une problématique d’une grande complexité, marquées par des dynamiques sociales, techniques, juridiques et éducatives étroitement liées les uns aux autres.

Le RDJ se positionne favorablement à cette proposition, sous certaines conditions. C’est dans ce cadre que nous souhaitons attirer l’attention sur les trois objectifs identifiés par la proposition.

1. Le décalage temporel entre la violence en ligne et la justice

L’identification n’est qu’une condition nécessaire, mais loin d’être suffisante ou même capable de répondre au problème. Même avec une identification parfaite, la violence numérique reste immédiate et virale, tandis que la réponse judiciaire restera lente et limitée en capacité. Le décalage structurel défini par la proposition ne disparaîtra pas, elle risque même de s’accroître. La question ne devrait pas être « comment pouvons-nous identifier les auteurs », mais plutôt « comment pouvons-nous traiter, et plus important à quelle vitesse ? » un aspect que cette proposition ne mentionne pas. Est-ce que la Belgique dispose d’une infrastructure assez grande et fiable afin de pouvoir répondre à cette problématique ? Mettre fin à l’anonymat ainsi ne résoudra pas le problème même, mais accentuera le travail déjà important et saturé des parquets et tribunaux avec le risque que les suites tardent si pas n’aboutissent pas.

Le Digital Service Act, que la proposition mentionne à juste titre, fournit à cet égard un éclairage particulièrement important. La base de données de transparence du DSA met en évidence le volume extrêmement élevé de contenus signalés quotidiennement à l’échelle européenne pour des motifs allant d’harcèlement aux discours de haine, passant par la désinformation ou des atteintes à la dignité. Même dans un cadre où les contenus sont signalés, le nombre de situations problématiques dépasse largement les capacités de traitement humain, administratif et judiciaire. Plutôt que de reposer l’effectivité de la lutte contre les violences en ligne sur la seule capacité à identifier et sanctionner les auteurs, il faudrait souligner d’autres approches tels que les mécanismes de prévention, des régulations de plateformes.

Dans cette perspective, le RDJ soutient les objectifs de la proposition, à condition que l’identification des auteurs est soutenue par une infrastructure administrative et judiciaire capable d’assurer un traitement rapide et effectif des situations signalées. En politique de jeunesse, il est essentiel que les signalements des jeunes soient pris au sérieux et traités rapidement.

2. L’âge n’est qu’une partie du problème :

La proposition mentionne la protection renforcée des mineurs un enjeu essentiel et prioritaire. Cependant cette proposition ne va jusqu’à examiner dans quelle mesure un contrôle de l’âge veut s’attaquer au problème réel voir même le résoudre. La proposition établit un lien fort entre l’âge, la vulnérabilité et la protection. Le contrôle d’âge peut en effet contribuer à une meilleure protection des mineurs notamment en limitant l’exposition précoce à certains contenus ou permettre des environnements numériques adaptés. Il ne saurait toutefois, à lui seul, répondre aux problématiques

plus larges, ni résoudre le problème de fond des comportements violents, sexistes, haineux, harcelants et pornographique, qui sont également, et parfois surtout, le fait d'adultes. **Le RDJ soutient dès lors l'objectif de la proposition, pour autant qu'un système fiable et sécurisé de vérification d'âge évitant la collecte de données sensibles par les plateformes, soit effectivement garanti.**

3. L'anonymat et son importance

L'anonymat en ligne introduit une tension entre protection des usagers et difficultés de responsabilisation des auteurs. D'un côté l'anonymat complique l'identification et la poursuite des harceleurs et réduit ainsi l'effet dissuasif des sanctions et pouvant faciliter la récidive. De l'autre, le maintien d'un anonymat complet protège les victimes et encourage des personnes vulnérables à signaler les abus ou à s'exprimer sur des sujets sensibles. Des études montrent que les personnes sont plus disposées à parler de sujets sensibles lorsqu'elles peuvent le faire de manière anonyme. De plus, des organismes comme eSafety explique que l'anonymat aide les victimes à signaler des contenus abusifs sans exposer leur identité. Enfin, il est important de noter que supprimer l'anonymat ne supprime pas le harcèlement. Beaucoup d'abus sont commis par des personnes déjà identifiables ou sous pseudo, et pas seulement par des comptes totalement anonymes.

C'est là que le pseudonymat vérifié proposé par la résolution peut constituer une solution efficace : une identité réelle est déposée auprès d'un tiers de confiance afin de pouvoir retracer les comptes en cas d'abus, tout en permettant aux groupes vulnérables ou précarisés de s'exprimer sous pseudonyme, protégeant ainsi leur vie privée et leur sécurité en garantissant l'accès pour tout le monde. Des espaces leur sont ainsi offerts dans lesquels ils peuvent partager leurs expériences, obtenir du soutien et dialoguer avec des personnes du même groupe en ligne, sans craindre de répercussions dans la vie réelle.

Une fois de plus, le RDJ soutient ici la fin de l'anonymat en ligne sous la condition qu'un mécanisme de pseudonymat vérifié soit établi. De cette manière il serait possible de tracer judiciairement les comptes et d'assurer une protection effective de la vie privée des utilisateurs.

Après avoir discuté de ces trois objectifs, il convient de souligner un point presque absent de la proposition mais qui mérite toute notre attention : le volet éducatif.

4. Le volet éducatif

La proposition accorde une place centrale aux leviers techniques et juridiques mais accorde peu, voire aucune importance à la dimension éducative de la problématique.

L'éducation aux médias, à la citoyenneté numérique et à l'éthique de la communication apparaît comme un angle mort du texte, alors qu'elle constitue un levier essentiel et fondamental pour prévenir durablement des comportements problématiques tant chez les mineurs comme chez les adultes. **A cet égard, il convient de rappeler que l'éducation aux médias est une responsabilité sociétale partagée, qui doit être ancrée tant dans l'enseignement formel que dans l'éducation non formelle. À l'image d'un puzzle, l'EAM représente la pièce centrale qui permet aux différents éléments de s'assembler, de s'articuler, de prendre sens et de former une vision complète et cohérente.**

Dans ce contexte, l'éducation aux médias ne se limite pas à l'usage des outils ou la reconnaissance de fausses informations. Elle implique la compréhension du fonctionnement des plateformes, la capacité à percevoir comment les contenus sont amplifiés et déformés ainsi que la distinction entre critique, attaque et harcèlement et la prise de conscience des conséquences sociales et juridiques des actes posés en ligne. La dimension juridique devrait dès lors être intégrée à ce volet éducatif non seulement sous l'angle de la sanction, mais comme un cadre de référence permettant de comprendre ce qui est autorisé, interdit ou engage la responsabilité individuelle dans l'espace numérique.

Pour conclure, si l'identification des auteurs et le contrôle de l'âge sont des outils qui s'avèrent utiles et nécessaires, ils ne suffisent pas à prévenir la violence et le harcèlement en ligne. Seul un renforcement de l'éducation aux médias et à la citoyenneté numérique permet une réponse durable.

Resolutionsvorschlag zur Beendigung der Online-Anonymität und zur Einführung einer wirksamen Alterskontrolle für den Zugang zu den sozialen Netzwerken.

Die vorgeschlagene Resolution geht von folgender Überlegung aus: Man kann nicht sanktionieren, weil man nicht identifizieren kann – also muss identifiziert werden.

Der Resolutionsvorschlag basiert auf einer weithin bekannten und geteilten Feststellung: Der digitale Raum ist heute mehr denn je ein zentraler Ort des demokratischen, sozialen und zwischenmenschlichen Lebens. Die mit der Resolution verfolgten Ziele – nämlich die Bekämpfung der Straflosigkeit im Internet, der verstärkte Schutz von Minderjährigen sowie die Wiederherstellung des Zusammenhangs zwischen Meinungsfreiheit und Verantwortung – beruhen auf soliden und legitimen Argumenten.

Es ist jedoch wichtig zu betonen, dass diese Herausforderungen in eine äußerst komplexe Problematik eingebettet sind, die von sozialen, technischen, rechtlichen und pädagogischen Dynamiken geprägt ist, welche eng miteinander verflochten sind.

Der RDJ positioniert sich grundsätzlich positiv zu diesem Vorschlag, jedoch unter bestimmten Bedingungen. In diesem Rahmen möchten wir die Aufmerksamkeit auf die drei in der Resolution identifizierten Ziele lenken.

1. Der zeitliche Abstand zwischen Online-Gewalt und Justiz

Die Identifizierung ist lediglich eine notwendige, aber keineswegs ausreichende Bedingung und allein nicht in der Lage, das Problem zu lösen. Selbst bei perfekter Identifizierung bleibt digitale Gewalt unmittelbar und viral, während die gerichtliche Antwort langsam und in ihrer Kapazität begrenzt ist. Die in der Resolution beschriebene strukturelle Diskrepanz verschwindet nicht – sie könnte sich sogar verstärken.

Die Frage sollte daher nicht lauten: „Wie können wir die Täter identifizieren?“, sondern vielmehr: „Wie können wir die Fälle bearbeiten – und vor allem wie schnell?“ Ein Aspekt, den die Resolution nicht erwähnt.

Verfügt Belgien über eine ausreichend große und verlässliche Infrastruktur, um dieser Problematik gerecht zu werden? Die Abschaffung der Anonymität würde das eigentliche Problem nicht lösen, sondern vielmehr die bereits stark belastete und gesättigte Arbeit der Staatsanwaltschaften und Gerichte zusätzlich verschärfen – mit dem Risiko, dass Verfahren sich verzögern oder gar nicht abgeschlossen werden.

Der Digital Services Act (DSA), den die Resolution zu Recht erwähnt, liefert hierzu eine besonders aufschlussreiche Perspektive. Die Transparenzdatenbank des DSA zeigt das äußerst hohe Volumen an Inhalten, die täglich europaweit gemeldet werden – aus Gründen wie Belästigung, Hassrede, Desinformation oder Verletzung der Menschenwürde. Selbst in einem System, in dem Inhalte gemeldet werden, übersteigt die Anzahl problematischer Situationen bei weitem die menschlichen, administrativen und gerichtlichen Bearbeitungskapazitäten.

Anstatt die Wirksamkeit der Bekämpfung von Online-Gewalt allein auf die Fähigkeit zur Identifizierung und Sanktionierung der Täter zu stützen, sollten auch andere Ansätze betont werden, wie etwa Präventionsmechanismen und Plattformregulierungen.

In diesem Sinne unterstützt der RDJ die Ziele der Resolution unter der Bedingung, dass die Identifizierung der Täter durch eine administrative und gerichtliche Infrastruktur begleitet wird, die eine schnelle und wirksame Bearbeitung gemeldeter Fälle gewährleisten kann. In der Jugendpolitik ist es entscheidend, dass Meldungen von jungen Menschen ernst genommen und rasch bearbeitet werden

2. Das Alter ist nur ein Teil des Problems

Die Resolution nennt den verstärkten Schutz von Minderjährigen als ein wesentliches und prioritär zu behandelnden Anliegen. Allerdings wird nicht ausreichend geprüft, inwieweit eine Alterskontrolle tatsächlich das eigentliche Problem angeht oder gar löst.

Die Resolution stellt einen engen Zusammenhang zwischen Alter, Vulnerabilität und Schutz her. Eine Altersüberprüfung kann tatsächlich zu einem besseren Schutz von Minderjährigen beitragen, etwa indem eine zu frühe Konfrontation mit bestimmten Inhalten begrenzt oder altersgerechte digitale Umgebungen geschaffen werden.

Sie kann jedoch allein weder die umfassenderen Problematiken lösen noch das grundlegende Problem gewalttätiger, sexistischer, hasserfüllter, belästigender oder pornografischer Verhaltensweisen beseitigen, die ebenfalls – und teilweise vor allem – von Erwachsenen ausgehen.

Der RDJ unterstützt daher das Ziel der Resolution, sofern ein verlässliches und sicheres System zur Altersüberprüfung gewährleistet wird, dass die Erhebung sensibler Daten durch Plattformen vermieden wird.

3. Die Anonymität und ihre Bedeutung

Online-Anonymität schafft ein Spannungsfeld zwischen dem Schutz der Nutzerinnen und Nutzer und der Schwierigkeit, Täter zur Verantwortung zu ziehen.

Einerseits erschwert Anonymität die Identifizierung und strafrechtliche Verfolgung von Belästigern, schwächt die abschreckende Wirkung von Sanktionen und kann Rückfälle begünstigen.

Andererseits schützt vollständige Anonymität Opfer und ermutigt vulnerable Personen, Missbrauch zu melden oder sich zu sensiblen Themen zu äußern. Studien zeigen, dass Menschen eher bereit sind, über sensible Themen zu sprechen, wenn sie dies anonym tun können. Zudem erklären Organisationen wie der eSafety Commissioner, dass Anonymität Betroffenen hilft, missbräuchliche Inhalte zu melden, ohne ihre Identität preiszugeben.

Wichtig ist auch festzuhalten, dass die Abschaffung der Anonymität Belästigung nicht automatisch beendet. Viele Übergriffe werden von bereits identifizierbaren Personen oder unter Pseudonym begangen – nicht ausschließlich von vollständig anonymen Konten.

Hier kann das in der Resolution vorgeschlagene verifizierte Pseudonym eine wirksame Lösung darstellen: Eine reale Identität wird bei einer vertrauenswürdigen Drittstelle hinterlegt, sodass Konten im Missbrauchsfall zurückverfolgt werden können. Gleichzeitig können vulnerable oder prekäre Gruppen sich weiterhin unter einem Pseudonym äußern und so ihre Privatsphäre und Sicherheit schützen, während der Zugang für alle gewährleistet bleibt.

So entstehen Räume, in denen sie Erfahrungen teilen, Unterstützung finden und sich mit Gleichgesinnten austauschen können, ohne reale negative Konsequenzen befürchten zu müssen.

Auch hier unterstützt der RDJ das Ende der vollständigen Online-Anonymität unter der Bedingung, dass ein Mechanismus des verifizierten Pseudonyms eingeführt wird. Auf diese Weise wäre eine gerichtliche Rückverfolgbarkeit möglich, während zugleich ein effektiver Schutz der Privatsphäre gewährleistet bleibt.

4. Der Bildungsaspekt

Nachdem diese drei Ziele erörtert wurden, ist ein nahezu fehlender, aber zentraler Punkt hervorzuheben: die Bildungsdimension.

Die Resolution räumt technischen und juristischen Hebeln eine zentrale Rolle ein, misst jedoch der pädagogischen Dimension kaum oder gar keine Bedeutung bei.

Medienbildung, digitale Bürgerschaft und Kommunikationsethik erscheinen als blinder Fleck des Textes, obwohl sie einen wesentlichen und grundlegenden Hebel darstellen, um problematische Verhaltensweisen langfristig sowohl bei Minderjährigen als auch bei Erwachsenen zu verhindern.

Medienbildung ist eine gesellschaftlich geteilte Verantwortung, die sowohl im formalen Bildungssystem als auch in der non-formalen Bildung verankert sein muss. Wie bei einem Puzzle stellt Medienbildung das zentrale Teil dar, das die verschiedenen Elemente miteinander verbindet, sie in Beziehung setzt, ihnen Bedeutung verleiht und eine kohärente Gesamtvision ermöglicht.

Dabei beschränkt sich Medienbildung nicht auf die Nutzung von Werkzeugen oder das Erkennen von Falschinformationen. Sie umfasst das Verständnis der Funktionsweise von Plattformen, die Fähigkeit zu erkennen, wie Inhalte verstärkt oder verzerrt werden, die Unterscheidung zwischen Kritik, Angriff und Belästigung sowie das Bewusstsein für die sozialen und rechtlichen Konsequenzen des eigenen Handelns im digitalen Raum.

Die rechtliche Dimension sollte daher in diesen Bildungsbereich integriert werden – nicht nur unter dem Aspekt der Sanktion, sondern als Orientierungsrahmen, der verdeutlicht, was erlaubt, verboten oder mit individueller Verantwortung verbunden ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen: Die Identifizierung von Tätern und die Alterskontrolle sind hilfreiche und notwendige Instrumente, reichen jedoch nicht aus, um Online-Gewalt und Belästigung nachhaltig zu verhindern.

Nur eine Stärkung der Medienbildung und der digitalen Bürgerschaft ermöglicht eine dauerhafte Antwort auf diese Herausforderungen.

Bibliographie :

eSafety Commissioner. (2025). Anonymous communication. eSafety Commissioner. Consulté à l'adresse: <https://www.esafety.gov.au/key-topics/online-tools-and-features/anonymous-communication> eSafety Commissioner

Fear, N. T., et al. (2012). Does anonymity increase the reporting of mental health symptoms? BMC Public Health. Consulté à l'adresse : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3532328/> PMC

Nadau, L. (2025, octobre 3). Pourquoi la levée de l'anonymat sur Internet ne mettra pas fin aux délits en ligne. Marianne. Consulté à l'adresse: https://www.marianne.net/societe/pourquoi-la-levée-de-l-anonymat-sur-internet-ne-mettra-pas-fin-aux-délits-en-ligne?utm_source=chatgpt.com